## Documentation relative à un instituteur. Lettres administratives. Arrêtés de nomination. Certificats d'installation.

Numéro d'inventaire : 2010.07780 (1-7)

Auteur(s): Jules Couvey

Type de document : texte ou document administratif

Éditeur : Inspection académique de l'Eure, Préfecture de l'Eure, Académie de Caen (Evreux /

Caen)

Imprimeur: Quettier

Période de création : 4e quart 19e siècle

Date de création : 1875 (vers)

**Description**: Ensemble de 4 feuilles doubles et 3 feuilles simples grand format en partie

imprimées, bords déchirés, rousseurs, ms encre noire.

Mesures: hauteur: 266 mm; largeur: 189 mm

**Notes**: Indices 1 à 7 : 7 lettres administratives adressées à un instituteur de 1874 à 1879. Indices 1, 4 et 6 : mention sur en-tête : "Académie de Caen. Inspection académique de l'Eure. Objet : envoi d'un arrêté de nomination. Indices 2, 5 et 7 : 3 arrêtés de nomination avec certificat d'installation. Mention sur en-tête : "Préfecture de l'Eure. Bureau de l'Instruction publique. Personnel". Indice 3 : arrêté de nomination adressé par le Recteur de l'Académie de Caen.

Mots-clés: Gestion des personnels: recrutement, nominations, etc.

Filière : Post-élémentaire Niveau : Post-élémentaire Nom du département : Eure

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : n.p.

Commentaire pagination: 10 pages

Lieux: Eure

1/3



Mod., Nov. 97, nº 6.

F. T. 1

## SOCIETE

## SOCIÉTÉS MUSICALES

## AUTEURS, COMPOSITEURS &

PARIS - 10, Rue Chaptal 10, - PARIS

**Auditions** gratuites

Agence de :

(1) Tombola, (1) Tombola, quête, vestiaire, souscription, billets payants, vente de consommations, cotisations, etc.

(2) En aucun cas, le droit à per-cevoir pour chaque représentation de pièce du répertoire social ne pourra être inférieur à cinq francs.

La Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique stipulant par son Agent soussigné, donne par la présente à Mous ceur

stipulant au nom et comme de la Société musicale dite

Scheurs pompiers de l'autorisation exigée par l'article 3 de la loi du p janvier 1791 et par l'article 428 du Code Pénal, d'exécuter publiquement les œuvres instrumentales et chorales composant le répertoire social, dans tous les concerts gratuits, c'estafdire ne donnant lieu à aucune recette directe ni indirecte, conformement à la circulaire ministérielle du 21 mai 1894 (reproduite d'autre part), moyennant le paiement d'avance d'une somme annuelle à forfait de un franc, et ce, sous réserve du droit absolu que conserve ledit mandataire d'interdire l'exécution ou la représentation desdites œuvres conformément à la loi, à la requête des Auteurs.

1. — Dans les huit jours qui suivront la délivrance de la présente autori-tion, M serves sera formellement tenu de remettre à sation, M l'Agent soussigné le questionnaire, dûment rempli et signé, joint à la présente, indiquant les conditions habituelles dans lesquelles la Société musicale exploite les œuvres du répertoife social.

3, 2. — M Occupe devra, en outre, remettre à l'Agent

soussigné, les programmes, certifiés sincères, de toutes les exécutions gratuites

23. — Pour permettre le contrôle des exécutions, l'Agent soussigné aura droit, en sus de son entrée personnelle, à deux entrées supplémentaires, de première catégorie, pour chacune des exécutions gratuites données par ladite Société musicale.

La présente autorisation ne pourra être invoquée, sous aucun prétexte, pour les auditions publiques données par des tiers (Municipalités ou particuliers) auxquels la Société musicale prêterait son concours. Elle ne s'applique ni aux séances donnant lieu à la moindre recette directe ou indirecte (1), ni aux Bals gratuits, ni aux représentations de pièces (comédies, vaudevilles, opérettes, etc.) appartenant au répertoire de la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique, ce genre d'exécution n'étant pas risé par l'accord du 21 mai 1894 (2).

tacite reconduction si elle n'est pas dénoncée par lettre recommandée avant son expiration.

Elle sera dénoncée si M.... contrevient manifestement aux dispositions qui precedent, c'est-à-dire : 10 s'il dissimule sous l'apparence de séances GRATUITES des séances donnant lieu à une recette DIRECTE ou INDIRECTE; 20 s'il ne remet pas les programmes; 30 s'il refuse à l'Agent soussigné les places qui lui sont attribuées; 4° si le paiement d'un franc n'a pas été effectué; 50 enfin s'il a fait par roie de questionnaire des déclarations reconnues contraires aux faits constatés, ou s'il s'est refusé à la déligrance dudit questionnaire.

(3) Ecrire : Lu et approuvé et





3/3